

Arrêté Municipal Temporaire

URBA N° 2026-077

Règlementant la circulation

Pour l'élagage de plusieurs arbres

**Chemin de Ladoux**

Le Maire de la Commune de Saint-Jory,

Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-5 et L2213-1 à 2213-6 concernant les pouvoirs de police du maire.

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002.

Vu le Code de la Route et notamment les articles, R411-8, R411-25 et R417-10,

Vu le Code Pénal, notamment son article R 610-5,

Vu la demande de Monsieur ROUJAS reçu par mail le 02 septembre 2026,

Considérant qu'il importe de faciliter les chantiers de toutes natures, tout en préservant la libre circulation publique,  
Considérant que pour permettre l'élagage de plusieurs arbres, le long du chemin de Ladoux, sur la propriété des consorts ELLOFF par l'entreprise SARL JF&BV représentée par Monsieur ROUJAS, il y a lieu de prendre des mesures de nature à réglementer la circulation et le stationnement, selon les dispositions suivantes :

ARRETE

ARTICLE 1 : La SARL JF & BV représentée par Monsieur ROUJAS est autorisée à intervenir sur le domaine public pour élaguer les arbres des consorts ELLOFF, chemin de Ladoux.

ARTICLE 2 : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés, pendant une journée dans la période du 21 septembre 2026 au 25 septembre 2026, entre 08h30 et 16h00, chemin de Ladoux, dans les conditions suivantes :

- Une file et le bas-côté seront occupés et la circulation sera réglée par alternat.
- La circulation pourra être momentanément interrompue pour les besoins du chantier tout en préservant une fluidité de la circulation.
- Le stationnement sera interdit et gênant sauf entreprise chargée des travaux.
- Une signalisation temporaire et réglementaire sera mise en place par l'entreprise.
- Pendant toute la durée des travaux, l'intervenant sera responsable de la mise en place, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire et par voie de conséquence de tous les accidents provenant de l'absence ou d'une mauvaise mise en place de celle-ci
- Le présent arrêté est obligatoirement affiché sur les lieux de l'autorisation.
- Après l'achèvement des travaux, l'intervenant devra enlever tous les décombres gravats et réparer les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances.

ARTICLE 3 : Toute infraction aux présentes dispositions sera constatée, poursuivie et sanctionnée conformément à la loi.

ARTICLE 4 : le Chef de la Police Municipale, la Responsable du service Urbanisme, le Commandant de la Communauté de Brigade de Gendarmerie de Saint-Jory, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de la Commune et notifié à l'entreprise.

ARTICLE 5 : Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fait à Saint-Jory, le 11 septembre 2026  
Publié le : 11 septembre 2026

Pour Le Maire et par délégation,  
Le Conseiller délégué au Domaine Public  
Pascal BOUTRY

